

Worauf sich der Detailhandel 2026 einstellen muss

Neue UBS-Analyse zeigt die anstehenden Herausforderungen auf.

Benjamin Weinmann

Es ist eine Branchen-Phrase, die Jahr für Jahr gültig bleibt: Der Handel ist im Wandel. Auch 2025 kam es im Schweizer Markt zu Umwälzungen. Namen wie Alnatura oder The Body Shop verschwanden, neue wie Action kamen hinzu. Chinesische Onlineportale sorgten für politischen Ärger. Und unweit der Landesgrenze eröffnete der US-Engros-Händler Costco eine neue XL-Filiale.

Laut einer neuen UBS-Schätzung hielt sich die Branche trotz dieser Umstände gut. 2025 verzeichnete demnach der Schweizer Detailhandel ein nominales Wachstum von 1 Pro-

zent. Doch im Hinblick auf das neue Jahr geben sich die Expertinnen und Experten der Grossbank etwas zurückhaltender. Demnach dürfte 2026 nur ein Plus von 0,8 Prozent resultieren.

Geringere Lohnerhöhungen

«Der Konsum dürfte etwas an Wachstumsdynamik verlieren», schreibt die UBS in ihrer Analyse. Dies sei vor allem auf zwei Faktoren zurückzuführen: Einerseits werde sich der Arbeitsmarkt angesichts des unterdurchschnittlichen Wirtschaftswachstums in der Schweiz wohl weiter abschwächen. «Andererseits dürften die Realloohnerhöhungen zwar nach wie vor positiv ausfallen,

allerdings deutlich tiefer als noch 2025.»

Die Bank geht davon aus, dass sich der Franken 2026 gegenüber dem Euro leicht abschwächen wird. Der Einkaufstourismus wird wohl nicht attraktiver, zumindest nicht im physischen Handel. Denn der Onlinehandel wird laut der UBS weiter an Bedeutung gewinnen. Und damit dürften sehr wohl mehr Umsätze ins Ausland abfliessen, sei es zu Amazon in den USA oder zu Temu und Shein in China. Diese Tendenz sei bereits 2025 zu beobachten gewesen, unter anderem in den Segmenten Do it yourself, Garten und Autozubehör sowie Bekleidung und Schuhe.

«On apprend énormément d'une crise»

GOUVERNANCE Son activité principale est la présidence d'AstraZeneca. Mais ce n'est qu'un élément du quotidien de Michel Demaré, figure discrète mais de premier plan de l'économie helvétique. ABB, UBS, Syngenta, IMD ne sont que quelques lignes sur son CV

PROPOS RECUEILLIS
PAR STÉPHANE GACHET

Michel Demaré s'est forgé une sacrée réputation d'administrateur en série. Il mène cette activité depuis plus de quinze ans à travers champs, finance, agrochimie, technologie, santé, éducation. Il est Belge d'origine, mais son parcours est imbriqué dans le tissu économique helvétique.

Après une première carrière de directeur financier, terminée chez ABB, il a entamé sa seconde vie professionnelle de superviseur, qui en a fait, malgré lui, un expert de la gestion de crise. Il entre chez UBS après la débâcle des subprimes. Il est chez Syngenta pour faire barrage à Monsanto. Quand la pandémie frappe, il est au conseil d'administration d'AstraZeneca.

Depuis 2023, Michel Demaré occupe la présidence du groupe pharma britannique. En parallèle, il siège aux conseils d'administration de Louis Dreyfus Company et Vodafone, entre autres activités, comme si son plan de carrière était toujours devant lui. A 69 ans, il a quand même concédé un allègement dans son agenda en remettant la présidence de l'IMD, à Lausanne.

INTERVIEW

Vous quittez donc la présidence de l'IMD après douze ans au conseil d'administration. On sait que l'institut de management compte pour vous. A quoi tient cet attachement? Je suis entré à l'IMD en 2005, à travers ABB. Nous y envoyions des cohortes de managers pour apprendre à devenir de meilleurs leaders. En tant que directeur financier, je venais toujours un peu avant pour préparer des études de cas adaptés à ABB. Depuis, à chaque fois que je viens ici, j'en repars un peu plus dynamisé et intelligent. C'est une institution qui marque ses étudiants et qui a un fort impact sur le prestige et l'économie locale. Nous avons mené une étude interne et les chiffres qui ressortent sont éloquentes: plus de 400 millions de francs de valeur ajoutée au canton; plus de 11 000 managers qui viennent chaque année sur le site à Lausanne; 52 000 nuitées d'hôtel en 2023. L'IMD accueille plus de 20 000 participants au total par an.

Regrettez-vous de ne pas avoir eu accès à une telle école durant votre formation? Je suis né en Belgique et j'ai pu y faire de bonnes études, mais ce que nous enseignons ici est très particulier. L'enseignement de l'IMD est surtout focalisé sur la direction exécutive et les managers, principalement dispensé à des professionnels avec déjà plusieurs années d'expérience qui veulent approfondir leur connaissance en «leadership». De fait, beaucoup de dirigeants viennent faire des interventions dans le cadre des études MBA [Master of Business Administration, ndlr] et nos programmes académiques en bénéficient en retour.

Presque à des conditions de conseil d'administration? L'IMD est en fait une sorte de super-conseil d'administration.

Alors pourquoi remettre cette présidence? Parce que l'une des choses que l'on enseigne ici est la bonne gouvernance. Et une bonne gouvernance dit qu'au bout d'un moment vous perdez votre indépendance. J'ai été douze ans au conseil, dont six ans comme président. J'ai énormément apprécié mon temps à l'IMD et j'en repars avec un réseau de connaissances très étendu. Aujourd'hui, l'école va bien. J'ai trouvé un successeur. Cela fait trois



Michel Demaré: «Il faut que l'Europe se réveille! Il y a 20 ans, un médicament sur deux était inventé en Europe. Aujourd'hui, c'est un sur cinq et ce déclin s'accélère.» (IMD, LAUSANNE, 5 DÉCEMBRE 2025/ANOUH ABRAR POUR LE TEMPS)

mois qu'on me fait des cérémonies d'adieu. Il est temps que je parte.

Vous y avez encore étendu votre réseau dites-vous? A 69 ans, vous avez donc encore un plan de carrière devant vous? A mon âge, je suis encore occupé à... 90-95%. Mon activité principale est la présidence d'AstraZeneca. Je suis également membre des conseils de Vodafone et de Louis Dreyfus Company [commerce de denrée alimentaire, ndlr]. Sans l'IMD, j'aurais un peu plus de temps libre, mais je ne vais pas rajouter un autre mandat.

En tant que président d'AstraZeneca, comment voyez-vous la situation actuelle de la pharma, sous pression de tous les côtés, autant des droits de douane américains que des politiques de remboursement? Pour moi, la pharma est l'industrie qui prend le plus de risques. Les paris qui sont pris sont énormes. Développer un nouveau médicament prend dix-douze ans et coûte 2,5 milliards, et beaucoup de recherches sont abandonnées en cours de route. L'assise financière doit être solide pour répondre à ces exigences.

Selon vous, les fabricants européens sont-ils encore en mesure de tenir ces paris? Il faut que l'Europe se réveille!

Il y a 20 ans, un médicament sur deux était inventé en Europe. Aujourd'hui, c'est un sur cinq et ce déclin s'accélère. Le problème est que les Européens regardent la recherche, l'innovation médicale et les médicaments en général comme un coût, alors que les Américains

«La pharma est l'industrie qui prend le plus de risques. Les paris qui sont pris sont énormes»

l'ont toujours vu comme un investissement. Un investissement qui permet de combattre des maladies autrefois incurables, et, ce faisant, de réduire à terme les frais d'hospitalisation et de soins tardifs. Nous devons essayer de faire comprendre ça aux politiciens européens afin qu'ils gèrent leurs systèmes de santé différemment.

Par chance, AstraZeneca a son siège en Grande-Bretagne, vous avez donc été plutôt épargné par les droits de

douane américains? Les droits de douane posent d'autres questions. Chez AstraZeneca, nous ne sommes pas vraiment concernés puisque nous produisons déjà une large partie de notre gamme aux Etats-Unis.

Vous avez par ailleurs toujours été dans des secteurs proches du politique. N'avez-vous jamais eu envie de mener une carrière politique vous-même? Cela ne m'a jamais vraiment tenté, même si je n'ai jamais été aussi proche du politique que maintenant. Je fais partie du comité stratégique de l'European Round Table for Industry [qui regroupe une soixantaine d'entreprises, ndlr] et nous essayons d'y donner des directions stratégiques à la politique industrielle européenne. Je vois aussi cette évolution au Forum de Davos, où je me rends depuis des années. Avant, j'y allais pour rencontrer des clients et des partenaires. Maintenant, j'y échange surtout avec les représentants des gouvernements.

En Suisse, l'idée même d'une politique industrielle reste un tabou, faudrait-il changer ça, selon vous? Je pense surtout que la Suisse se débrouille plutôt mieux qu'ailleurs. C'est une île de stabilité au milieu d'un chaos global.

Un autre fil rouge tisse votre parcours: la gestion de crise. Vous arrivez chez UBS pour réparer les dégâts du subprime; vous entrez chez Syngenta pour éteindre le feu allumé par Monsanto; vous arrivez chez AstraZeneca en pleine pandémie. Qu'est-ce que cela raconte de vous? Je ne l'ai pas fait à dessein. Mais je pense que l'on apprend énormément d'une crise. Vous vous découvrez vous-même dans ces périodes où vous êtes mobilisé 24h/24 en subissant une pression qui vient de tous les côtés. Vous apprenez aussi beaucoup de choses sur vos équipes. L'adrénaline est un très bon révélateur!

Vous avez connu des crises très différentes: chaque situation apporte-t-elle son propre enseignement? L'expérience UBS a été exceptionnelle parce que, pour moi, c'était la première. Il s'agissait de tenir un rôle de «pompiers bâtisseurs» et de reconstruire une banque en mille morceaux tout en remboursant les prêts que l'Etat nous avait octroyés. Chez Syngenta, la première étape avait été de se défendre contre l'attaque hostile de Monsanto, qui n'est pas parvenu à nous acheter, mais a réussi à nous mettre en vente. La solution avait finalement été la reprise par ChemChina. La bonne nouvelle est que Syngenta est encore plus important aujourd'hui qu'au moment du rachat, et existe toujours.

Avec AstraZeneca, nous sommes un peu partis la fleur au fusil pendant le covid. Nous ne sommes pas producteurs de vaccin, mais nous avons accepté de le faire pour le bienfait public, en se fixant comme condition de ne pas en tirer de profit. C'est une décision dont je suis toujours très fier: les discussions n'ont pas duré cinq minutes, le conseil a tout de suite accepté. La gestion de crise est venue après, quand nous avons été attaqués sur notre vaccin.

A l'IMD aussi, vous avez eu droit à votre crise covid? En effet. J'ai été nommé président en janvier 2020 et j'ai tenu mon premier conseil en mars, qui s'est conclu avec la décision de fermer l'école. Du jour au lendemain, nous n'avions plus que nos étudiants académiques sur le campus [à peu près 20% des participants, ndlr] et nos ventes ont chuté de près de 45% en un an. Soit il fallait réduire la voilure et licencier, soit investir dans la numérisation. Nous avons pris ce risque et l'IMD, qui n'a jamais eu un franc de dette, a hypothéqué ses bâtiments. Le résultat est que notre chiffre d'affaires est aujourd'hui plus important qu'avant la pandémie. En parallèle, nous avons obtenu l'accréditation universitaire et nous avons poussé la recherche. Par exemple, l'IMD est l'institution la plus publiée après les professeurs de Harvard et du MIT dans leurs revues respectives, Harvard Business Review et MIT Sloan Management Review.

Pour finir, quelques mots sur Syngenta: il est aujourd'hui à nouveau question d'une cotation à Hongkong. Avec le recul, regrettez-vous d'en être sorti? Non, je ne regrette pas du tout. Je suis content que la société existe, qu'elle soit toujours à Bâle, que la plupart des collaborateurs n'aient pas perdu leur travail, et que les fermiers aient toujours des options en dehors de Monsanto. Je regrette que personne ne se soit donné la peine de regarder a posteriori ce que la reprise par ChemChina a permis de construire, alors que nous avions été critiqués: comment avions-nous pu vendre un joyau de l'économie suisse à la Chine?

Sans doute parce que les Suisses n'ont jamais regardé Syngenta comme un joyau? Cela fait pourtant partie de la beauté de la Suisse. Pour la taille du pays et du marché intérieur, il est extraordinaire d'avoir des groupes comme Roche, Novartis, ABB, Syngenta, UBS... Mais alors il faut également accepter d'en payer le prix: la Suisse n'en possède en moyenne que 20 à 30% du capital et malgré tout, on parvient à garder ces entreprises ici.

Vous comparez la Suisse à une «île de stabilité au milieu d'un chaos global». Mais quand vous avez quitté la Belgique au début des années 1980, un dollar valait 3,50 francs; aujourd'hui, il est sous le franc. Est-ce vraiment un signe de stabilité? Bien sûr. La stabilité est présente en Suisse à tous les niveaux: légal, fiscal, monétaire, protection intellectuelle, éducation. Tout le monde sait que ce pays n'est pas le meilleur marché du monde, mais ce qui est en place, on peut compter dessus et ça va rester. Et je crois qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas d'autres Etats où vous avez cette garantie. Nous sommes par conséquent un peu victime de notre propre succès, puisque, à chaque fois qu'il y a un problème dans le monde, le franc prend de la valeur. Il s'agit donc bien d'un signe de stabilité. Et puis, les Suisses sont raisonnables, on le voit à travers les votations...

Et cela suffit à expliquer selon vous pourquoi la Suisse compte autant d'entreprises leaders sur autant de secteurs différents? Tout à fait. Et c'est lié à un autre phénomène: la Suisse est très ouverte à avoir des managers étrangers qui pensent global. Les Suisses eux-mêmes bougent beaucoup plus qu'avant. Quand je suis arrivé au début des années 1990, ce n'était pas vraiment le cas.

Vous avez souvent utilisé l'image des grandes capitalisations boursières: les trois ou quatre plus grandes valeurs cotées en Suisse représentent plus que le PIB total du pays. Qu'est-ce que cela traduit? Cela traduit une ouverture globale. Pour ces grandes capitalisations, le marché domestique ne représente que 2% ou 3% de leurs ventes, ce qui oblige à se tourner vers d'autres débouchés et se montrer compétitif à l'international. C'est là que le label suisse est une qualité extraordinaire.

Le label suisse semble pourtant bien attaqué ces derniers temps, Trump en est la preuve. Oui, mais il a bien résisté. Et qu'est-ce qui n'est pas attaqué de nos jours? ■

La numérisation de l'AVS s'avère coûteuse et inefficace

Contrôle fédéral des finances La digitalisation du 1^{er} pilier annoncée en fanfare ne tiendrait pas ses promesses, selon un rapport cinglant. Voici les trois problèmes principaux.

Arthur Grosjean Berne

La numérisation de l'AVS est-elle une bénédiction pour les assurés ou une usine à gaz qui engloutira des millions en pure perte? On peut légitimement se poser la question en lisant le rapport que vient de publier le Contrôle fédéral des finances (CDF). Selon ce dernier, la digitalisation va droit dans le mur tant que les problèmes de gouvernance et de communication ne seront pas réglés.

La nouvelle plateforme informatique du 1^{er} pilier promettait pourtant beaucoup. Elle devait dès 2028 simplifier la vie de millions d'assurés en offrant un accès facilité et immédiat à son compte AVS. Fini les piles de courriers, les PDF éparpillés et les démarches interminables pour connaître le montant de sa retraite. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider se félicitait en septembre «d'une avancée majeure dans la stratégie informatique de la Confédération».

Une avancée majeure? Le rapport dévoilé ce mercredi par le Contrôle fédéral des finances douche méchamment cette communication euphorique. Quelles sont les graves lacunes de ce projet? En voici trois.

Une usine à gaz peu performante

Un des problèmes de base du 1^{er} pilier, c'est sa structure décentralisée particulièrement complexe. On y trouve au sommet l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), qui assure le pilotage stratégique et la surveillance. Mais ceux qui font vraiment le travail d'exécution se trouvent dans les cantons. Et ils sont nombreux. On compte 26 caisses cantonales de compensation AVS, 49 caisses de compensation professionnelles, sans compter la Centrale de compensation, qui gère le registre des assurés et des rentes. Vous ajoutez à cela des conférences pour se coordonner et 30 fournisseurs informatiques pour le développement et l'exploitation.

Il en résulte une usine à gaz informatique et peu de standardisations. Le rapport cite l'exemple de l'introduction de la



Après les critiques du Contrôle fédéral des finances sur la numérisation du 1^{er} pilier et les dissensions à l'OFAS, la ministre chargée des assurances sociales, Elisabeth Baume-Schneider, pourra difficilement regarder ailleurs.

«Les désaccords entre les différents acteurs de l'AVS nuisent à la mise en place d'un système performant.»

Rapport du Contrôle fédéral des finances

13^e rente AVS, qui doit être implémentée sur... six systèmes informatiques différents. Le CDF se montre pessimiste sur la numérisation tant les différents acteurs ne se font pas confiance et collaborent mal. Les organes d'exécution accusent l'OFAS, sous prétexte de transformation numérique, de vouloir étendre son pouvoir sur l'exécution. Et l'OFAS accuse les premiers de multiplier les obstacles pour sauvegarder leur pré carré. Et cette guéguerre des structures nuit à l'efficacité

et l'économicité de la digitalisation future du 1^{er} pilier.

Un problème de gouvernance

Plus embarrassant pour la ministre Elisabeth Baume-Schneider, il n'y a pas seulement un problème entre la Confédération et les structures cantonales. Le CDF tape sur l'OFAS qui ne parle pas d'une seule voix. Autant la direction et le service informatique militent pour standardiser les pratiques mais sans toujours connaître les besoins de la base, autant les services spécialisés de l'OFAS préfèrent la décentralisation sans se préoccuper des économies d'échelle. D'où des tensions constantes.

Le constat global du CDF s'avère pessimiste. «Tant que persisteront ces déficits de structure et de communication au sein de l'OFAS ainsi qu'entre l'OFAS, les organes d'exécution et leurs conférences, la numérisation ne pourra pas progresser efficacement. Son développement sera erratique, coûteux et hétérogène,

avec à la clé, bien souvent, des erreurs d'investissements et un non-respect des normes.»

Manque de transparence des frais

Pour le CDF, les désaccords entre les différents acteurs de l'AVS nuisent à la mise en place d'un système performant pour la numérisation de l'AVS, qui devrait normalement «améliorer les prestations et diminuer les coûts». Le CDF demande qu'un processus de décision clair soit enfin défini. Une plus grande transparence des coûts permettrait aussi de repérer les frais administratifs et informatiques de chaque structure, et de corriger celles qui sont inefficaces.

À propos des frais administratifs, le CDF estime qu'un obstacle supplémentaire freine la numérisation. Les caisses de compensation perçoivent des recettes quand elles renseignent le public ou les employeurs sur les comptes AVS. Une mauvaise incitation économique à la digitalisation.

La BNS devrait distribuer 4 milliards de francs

POLITIQUE MONÉTAIRE Grâce à l'or et aux marchés boursiers, la Banque nationale suisse devrait enregistrer en 2025 un bénéfice compris entre 23,5 et 28,5 milliards de francs, estime UBS. Un résultat qui permettrait un versement à la Confédération et aux cantons

ALEXANDRE BEUCHAT

La Banque nationale suisse (BNS) publiera vendredi une première estimation concernant son résultat financier pour le quatrième trimestre et pour l'ensemble de l'année 2025. Selon les calculs des experts d'UBS, l'institut d'émission devrait afficher un bénéfice compris entre 11 et 16 milliards de francs sur les trois derniers mois de l'année. Combiné au gain d'environ 12,5 milliards réalisé au cours des neuf premiers mois, le résultat annuel atteindrait ainsi entre 23,5 et 28,5 milliards.

Cette performance repose avant tout sur deux piliers majeurs: l'or et les actions. Au quatrième trimestre, le prix de l'or a progressé d'environ 13% en francs suisses, générant à lui seul un gain estimé à près de 13 milliards pour la BNS. Sur l'ensemble de l'année 2025, le bénéfice réalisé sur les réserves d'or devrait atteindre environ 36 milliards, dont 28 milliards concentrés sur les six derniers mois, calculent les économistes d'UBS dans un communiqué publié mardi.

Les marchés boursiers mondiaux ont également contribué positivement au résultat. En hausse d'environ 3,5% au quatrième trimestre, ils ont dopé la valeur du portefeuille d'actions de la BNS, qui avoisine les 200 milliards de francs en monnaies locales. La progression trimestrielle est estimée à 6,5 milliards de francs, tandis que le gain annuel sur les actions pourrait s'établir autour de 30 milliards, malgré le repli marqué observé après le «jour de la libération» le 2 avril 2025.

Vigueur du franc

Ces résultats auraient toutefois pu être encore meilleurs sans la vigueur persistante du franc. Au quatrième trimestre, la monnaie helvétique s'est appréciée face à la plupart des grandes devises, en particulier face au yen japonais. Cette évolution a amputé le résultat trimestriel d'environ 7 milliards de

francs et engendré, sur l'ensemble de l'année, une perte proche de 55 milliards, largement imputable à la dépréciation du dollar.

La provision pour réserves monétaires de la BNS, qui constitue la principale composante de ses fonds propres, s'élevait à 127 milliards de francs à fin 2024. Si la BNS continue d'augmenter ces provisions de 10%, le bénéfice distribuable devrait diminuer d'environ 13 milliards. Cependant, la réserve pour distributions futures était également d'environ 13 milliards à fin septembre. En conséquence, le bénéfice reporté au bilan pourrait se situer entre 23,5 et 28,5 milliards, ce qui permettrait une distribution de 4 milliards, détaillent les experts d'UBS.

Une manne bienvenue pour les collectivités publiques dans un contexte budgétaire toujours plus contraint. Le versement est réparti à hauteur de deux tiers pour les cantons et d'un tiers pour la Confédération.

Une convention à renégocier

Depuis quelques années, les distributions de la Banque nationale ont tendance à nettement plus fluctuer. Les risques de pertes se sont fortement accrus depuis que la BNS a fait gonfler son bilan pour contrer l'appréciation du franc. Si les pouvoirs publics ont touché le pactole de 6 milliards en 2021 et 2022, ils n'ont, en revanche, rien reçu les deux années suivantes. Une incertitude qui complique sérieusement leur planification budgétaire. L'an dernier, les collectivités ont reçu 3 milliards.

Signé en janvier 2021, le dernier accord en date prévoit un montant de base annuel de 2 milliards de francs, pour autant qu'un bénéfice d'au moins 2 milliards de francs soit porté au bilan. Selon le niveau de bénéfice, la distribution totale peut atteindre jusqu'à 6 milliards. Une nouvelle convention doit être négociée entre la BNS et le Département fédéral des finances, car l'accord actuel échoit cette année. L'enjeu est d'assurer la stabilité des versements. Le rôle d'une banque centrale n'est pas de faire des bénéfices et de les distribuer ensuite aux collectivités publiques, rappelle régulièrement la BNS, mais d'assurer en premier lieu la stabilité des prix et du système financier. ■

Soll die Schweiz wieder neutraler werden?

Die Mehrheit der Kantone und Parteien will keinen Gegenvorschlag zur Neutralitätsinitiative der SVP – doch es gibt prominente Fürsprecher

CHRISTINA NEUHAUS

Für Christoph Blocher ist die Schweiz nicht mehr neutral. Nachdem sich das Land nach dem Überfall russischer Truppen auf die Ukraine der Sanktionspolitik der EU angeschlossen hatte, sagte er in einem Interview mit der NZZ, die Schweiz sei nun Kriegspartei.

Wenig später lancierte der Erfinder der modernen SVP die Neutralitätsinitiative. Er will damit erreichen, dass die Schweiz ihre Neutralität in der Verfassung verankert. Darunter verstehen die Initianten eine immerwährende und bewaffnete Neutralität. Der Beitritt zu einem Militär- oder Verteidigungsbündnis wie etwa der Nato wäre ausgeschlossen, eine Zusammenarbeit nur für den Fall eines direkten Angriffs auf die Schweiz oder zur Abwehr eines Angriffs möglich. Nicht mehr möglich wären auch «nichtmilitärische Zwangsmassnahmen» gegen kriegführende Staaten. Gemeint sind damit Sanktionen, wie sie die Schweiz gegen Russland mitträgt. Sanktionen des Uno-Sicherheitsrats dürfte die Schweiz weiterhin mittragen.

Jositsch will klarere Konturen

Die SVP war anfänglich mässig begeistert von der Intervention des Patrons. Mit der 10-Millionen-Schweiz-, der Ernährungssicherheits- und der Grenzschutzinitiative hatte sie schon genug zu tun. Zudem geht Blochers Einengung der Neutralität auch einigen SVPlern zu weit. Sie fürchten um die Zukunft der heimischen Rüstungsindustrie.

Mittlerweile hat die Parteispitze aber gemerkt, dass sich aus dem Thema politisches Kapital schlagen lässt. Seit



Daniel Jositsch
Zürcher SP-Ständerat

Wochen wirbt sie in den sozialen Netzwerken für ihre Volksinitiative. Als Testimonial dient ihr unter anderem der Zürcher Ständerat Daniel Jositsch. Denn im Gegensatz zu seiner Partei befürwortet der Sozialdemokrat einen Gegenvorschlag zum Volksbegehren der SVP.

In einem Beitrag in den Portalen von Tamedia schrieb er: «In Friedenszeiten sind wir stolz auf unsere Neutralität,



Die Neutralitätsinitiative wird im April 2024 mit rund 130 000 Unterschriften eingereicht.

ANTHONY ANEX / KEYSTONE

und wir Schweizerinnen und Schweizer sind deswegen überall willkommen und beliebt.» In Kriegszeiten aber sei es unangenehm, neutral zu sein, denn das bedeute, dass man den Angegriffenen gegenüber dem Angreifer nicht unterstützen könne.

So zum Beispiel beim Überfall Russlands auf die Ukraine. Wenn die Schweiz an der Neutralität festhalten wolle, dann müsse diese klarere Konturen erhalten und dürfe nicht bei jedem Konflikt anders interpretiert werden. Das sei der Grund, weshalb die Neutralitätsinitiative lanciert worden sei. Und das sei auch der Grund, weshalb er den Gegenvorschlag unterstütze.

Im Ständerat stiess Jositsch mit seiner Haltung auf Unterstützung. Die kleine Kammer lehnt das Volksbegehren ab, beschloss aber einen direkten Gegenvorschlag. Die Schweiz soll die immerwährende bewaffnete Neutralität in der Verfassung verankern, nicht aber ein Verbot von Sanktionen.

Damit widerspricht der Ständerat dem Bundesrat. Geht es nach ihm, soll das Parlament mit der Neutrali-

tätsinitiative gleich verfahren wie mit der 10-Millionen-Schweiz-Initiative: Das Volksbegehren solle der Stimmbevölkerung ohne Gegenvorschlag vorgelegt werden, teilte die Landesregierung im Juni 2024 mit. Die bisherige Neutralitätspraxis habe sich bewährt. Dank ihrer Flexibilität eigne sie sich optimal als Instrument zur Wahrung nationaler Interessen. Ein Gegenvorschlag würde ihre Handhabung nur unnötig einschränken.

Nun ist der Ball beim Nationalrat, doch der tut sich schwer. Denn die Frage, ob die Neutralitätsinitiative mit oder ohne Gegenvorschlag vors Volk soll, spaltet die Politik. Die SP, die Grünen und die GLP lehnen den Gegenvorschlag vereint ab, die Bürgerlichen sind sich uneins: Die SVP ist der Ansicht, ein Gegenvorschlag verwässere ihre Initiative, während die FDP das Volksbegehren ohne Alternativvariante vors Volk bringen will. Die Mitte wiederum setzt sich für einen direkten Gegenvorschlag ein. Sie plädiert – wie schon bei der 10-Millionen-Schweiz-Initiative – dafür, der Stimmbevölkerung einen Mit-

telweg offen zu lassen. Sonst sei die Gefahr eines Jas an der Urne gross.

Weil sich auch die parlamentarischen Kommissionen uneinig sind, hat die Aussenpolitische Kommission des Nationalrats beschlossen, die Frage eines direkten Gegenvorschlags in die Vernehmlassung zu schicken. Kantone, Parteien, Verbände und Private sollten sich erst zum Thema äussern, bevor der Nationalrat entscheidet.

Uri schert aus

Kurz vor Weihnachten ist die Frist abgelaufen, und wie sich zeigt, hat der Gegenvorschlag nicht viele Freunde. Viele Kantone lehnen ihn ab, darunter Bern, Solothurn, Thurgau und Zug. Zug argumentiert stellvertretend für viele, die Neutralität sei heute schon in der Verfassung verankert. Die Artikel 173 und 185 der Bundesverfassung verpflichten die Bundesversammlung und den Bundesrat, Massnahmen zur Wahrung der Neutralität zu treffen. Zudem sei völkerrechtlich verbrieft, dass die Schweizer Neutralität «immerwährend und bewaffnet» sei.

Anders sieht es zum Beispiel der Kanton Uri. In seiner Vernehmlassungsantwort schreibt er, die immerwährende, bewaffnete Neutralität gehöre zu den tragenden Pfeilern der schweizerischen Staatlichkeit. Sie habe wesentlich zur Unabhängigkeit, Sicherheit und internationalen Glaubwürdigkeit der Schweiz beigetragen und geniesse in der Bevölkerung eine hohe Akzeptanz. Für den Kanton Uri sei deshalb unbestritten, dass dieser Grundsatz auch in Zukunft bewahrt werden müsse. Er spreche sich deshalb klar für den Gegenvorschlag aus.

Bei der 10-Millionen-Schweiz-Initiative der SVP sind Parlament und Bundesrat eine riskante Wette eingegangen. Sie hoffen, dass die Stimmbevölkerung die Radikalität des Begehrens erkennt und es klar ablehnt. Bei der Erbschaftssteuerinitiative der Juso hat diese Methodik verfangen. Aber verfängt sie auch bei Vorlagen, die Themen ansprechen, die der Bevölkerung unter den Nägeln brennen? Der Zuwanderung und der Neutralität?

«Es gibt keine halbe Neutralität»

Der Nationalrat muss sich nun entscheiden, ob er einfach schaut, was die Mehrheit auf seine Frage antwortet, oder ob er sich dem Ständerat anschliesst und der Bevölkerung einen direkten Gegenvorschlag unterbreitet.

Die meisten Verbände, Parteien und Kantone sind zwar skeptisch, aber die Idee einer gestärkten Neutralität stösst nicht nur bei Daniel Jositsch auf prominente Unterstützung. Zu den Befürwortern der Neutralitätsinitiative gehört etwa Alt-Botschafter Paul Widmer. In einem Beitrag bei SRF schrieb er: «Nichts spricht dagegen, den wichtigsten Grundsatz unserer Aussenpolitik weiterhin zu befolgen. Aber das erfordert Überzeugung und Disziplin. Es gibt keine halbe Neutralität. Man ist neutral, oder man ist es nicht. Nur eine konstante Neutralitätspolitik schafft in der Staatenwelt das Vertrauen, auf das die Schweiz angewiesen ist.»

Zumindest Sympathien für eine klar definierte Neutralitätspolitik hat auch der Wirtschaftsdachverband Economieuisse. In seiner Vernehmlassungsantwort spricht er sich zwar klar gegen die SVP-Initiative aus, empfiehlt aber den direkten Gegenvorschlag des Ständerats.

Bei der 10-Millionen-Schweiz-Initiative gibt es kein Zurück mehr. Sie kommt ohne Gegenvorschlag an die Urne. Bei der Neutralitätsinitiative steht die Möglichkeit eines Kompromisses noch im Raum.



Die Stadt Zürich soll den Menschen, die volljährig werden, ein Interrail-Ticket schenken, damit sie die Bahn kennen lernen. Foto: Michael Buholzer (Keystone)

18-Jährige sollen Gratis-Interrail-Ticket erhalten – damit sie weniger fliegen

Gemeinderat Die Stadt Zürich muss ihren CO₂-Ausstoss senken – doch Zürcherinnen und Zürcher fliegen immer mehr. Zwei Motionen linker Parteien versuchen, das Zugfahren attraktiver zu machen.

Beat Metzler

Der Flughafen Zürich übertrifft sich dauernd selber. Jahr für Jahr landen und starten in Kloten mehr Menschen. Auch über Weihnachten zählte der Flughafen «Spitzentage mit rund 100'000 Passagieren», wie es auf Anfrage heisst.

Zu den Passagieren zählen viele Stadtzürcherinnen und -zürcher. Im Jahr 2024 flogen sie durchschnittlich 10'500 Kilometer weit, am liebsten für Freizeitreisen in Europa. Damit legten sie mit dem Flugzeug 600 Kilometer mehr zurück als im Vorjahr, wie eine Auswertung der Hochschule Luzern ergibt. Dieses Immer-mehr-Fliegen wollen SP und Grüne der Stadt Zürich stoppen.

Stimmvolk wollte Senkung der CO₂-Emissionen

Die Zürcher Bevölkerung widerspricht sich mit ihrer Vielfliegerei quasi selber. 2022 verlangte eine Mehrheit von fast 75 Prozent der Abstimmenden, dass die CO₂-Emissionen auf Stadtgebiet bis 2040 auf null sinken sollen. Die Umsetzung dieses Zieles kostet Milliarden von Franken. Doch was mit Fernwärme und Solarstrom an CO₂ eingespart wird, fliegen die Stadtzürcher locker wieder weg.

«Die Flugreisen (...) verursachen fast 1,5 Mal so viel Treibhausgase wie alle direkten Emissionen auf Stadtgebiet», heisst es im neusten Netto-null-Bericht der Stadt Zürich. «Das ist eine paradoxe und unhaltbare Situation», sagt Dominik Waser, Gemeinderat der Grünen. Diese und die SP versuchen mit zwei Motionen, Zürcherinnen zum Umsteigen auf die Bahn zu bewegen.

Die erste Motion verlangt, dass die Stadt allen Bewohnern auf den 18. Geburtstag ein Interrail-Ticket für Europa im Wert von rund 270 Franken schenkt. «Die ersten Reisen prägen einen fürs ganze Leben», sagt Oliver Heimgartner, Präsident der städtischen SP. Wer immer nur in die Ferien fliege, werde später kaum je den Zug nehmen.

Die Massnahme würde pro Jahr bis zu knapp einer Million Franken kosten. Gemäss Motion sollen die jungen Menschen das Ticket auch nach dem 18. Lebensjahr einlösen können. «Dann, wenn es für sie am besten passt», sagt Heimgartner.

Direktzug aus London bis nach Zürich?

Mit der zweiten Motion möchten SP und Grüne Zugreisen für alle attraktiver machen. Gemeinsam mit anderen Städten soll sich Zürich für «konkurrenzfähige Flugalternativen» einsetzen, wie diese Redaktion bereits berichtete. «Es braucht attraktive Angebote für Zug- oder Busreisen in europäische Städte», sagt

Dominik Waser. Aktuell sei Fliegen oft nicht nur bequemer, sondern auch viel billiger.

Waser nennt London als Beispiel. Dorthin wollen die SBB eine Direktverbindung aus der Schweiz einrichten. «Der Stadtrat sollte sich dafür einsetzen, dass die Züge aus London bis nach Zürich fahren», sagt Waser. Dafür werde es wohl ein spezielles Terminal mit Sicherheitschecks brauchen. An den Kosten dafür müsse sich die Stadt beteiligen.

Oliver Heimgartner sagt, dass die Einschränkung der indirekten Emissionen zu den Aufgaben des Bundes gehöre. Aber das bürgerlich dominierte nationale Parlament klemme alle Bemühungen ab, etwa die Subventionen für den Nachtzug nach Malmö. Heimgartner: «Die Situation ist extrem unbefriedigend. Zürich bleibt nichts anderes übrig, als einzuspringen.»

Der Einfluss der Stadt sei begrenzt, sagt Dominik Waser. Weitreichende Massnahmen wie eine Besteuerung des Kerosins oder eine Erhöhung der Flugticketpreise könne sie nicht

durchsetzen. «Trotzdem muss Zürich mehr unternehmen.»

Die Zugfahrt nach Berlin dauert zu lange

Die nicht linken Zürcher Parteien halten wenig von solchen kommunalen Bemühungen. Die GLP habe sich national für eine Flugticketabgabe und den Ausbau des internationalen Zugverkehrs eingesetzt, sagt GLP-Gemeinderätin Florine Angele. Es sei richtig, dass die Stadt die Bevölkerung bezüglich Flugreisen sensibilisiere. Aber weitere Massnahmen seien «nicht zielführend».

FDP-Gemeinderätin Deborah Wettstein glaubt nicht, dass sich die internationale Mobilität mit günstigen Bahntickets stark beeinflussen lasse. «Eine neunstündige Bahnfahrt nach Berlin ist für die meisten keine Alternative zum Flug», sagt Wettstein. Klimaschutz entstehe durch die Entwicklung von Technologien, die Emissionen reduzierten. Zürich könnte sich als «führender Standort für Cleantech-Unternehmen» etablieren, sagt Wettstein. Dafür brauche es eine entsprechende Standortpolitik.

Die SVP setze auf «Innovationen, Effizienzsteigerungen und international koordinierte Lösungen», sagt SVP-Gemeinderat Yves Peier. Die Zunahme von Flugreisen sei Ausdruck einer offenen Gesellschaft. Der Luftverkehr bilde in Zürich einen zentralen volkswirtschaftlichen Faktor. «Es ist nicht angebracht, der Bevölkerung für ein legales, wirtschaftlich relevantes Verhalten ein schlechtes Gewissen einzureden», sagt Peier.

Die Frage bleibt: Warum stimmen Stadtzürcher an der Urne für eine starke CO₂-Senkung und unternehmen zugleich im-

mer mehr Städtetrips mit dem Flugzeug? Dominik Waser sagt, er sehe dieses Verhalten teilweise auch in seinem Umfeld. «Ökologisch geht das nicht auf.»

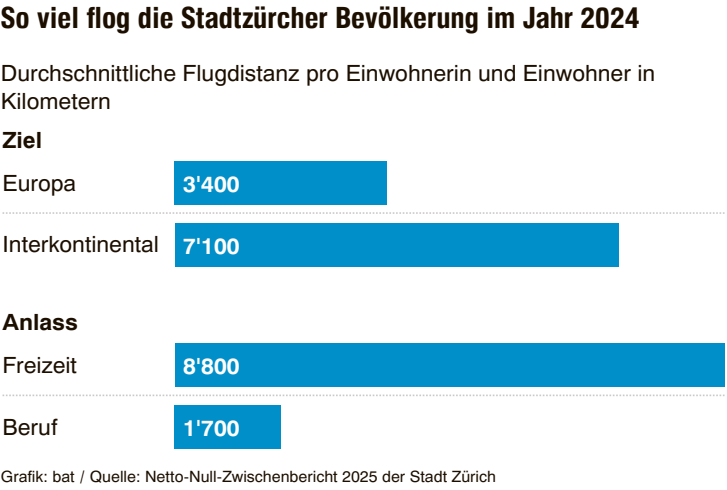
Die Zürcherinnen fliegen laut Waser auch deshalb so häufig, weil sie über die nötigen finanziellen Mittel verfügen. «Zudem arbeiten die meisten zu viel und haben dadurch das Gefühl, überproportional konsumieren zu müssen.» Von Flugscham spreche kaum noch jemand.

Technische Verbesserungen allein reichen nicht

Gemäss dem städtischen Netto-null-Bericht hat die Sozialpsychologie folgende Rechtfertigungen für das eigene Fliegen identifiziert.

- Wahrgenommene Ungerechtigkeit: Menschen verweisen auf andere, die sich noch weniger umweltbewusst verhalten, etwa die Superreichen.
- Soziale Normen: Wenn alle im Umfeld fliegen, wird dies als normal wahrgenommen.
- Widersprüchliche Vorgaben: Berufliche oder persönliche Ziele werden als wichtiger empfunden als Umweltbedenken.
- Falsche Massnahmen: Das wahre Problem wird anderswo geortet, bei Kreuzfahrtschiffen etwa.
- Technikglaube: Man ist überzeugt, dass Innovationen bald alle Umweltprobleme lösen.

Gemäss dem Zwischenbericht der Stadt werden technische Verbesserungen allein nicht ausreichen: «Ohne Abnahme der Flugkilometer können die Treibhausgasemissionen bis 2040 nicht unter den Wert von 1990 gesenkt werden.» SP und Grüne reichten die zwei Motionen gestern im Gemeinderat ein.



Le Conseil municipal doit se pencher sur les crédits de réalisation du parc de la Jonction.
Le projet a largement séduit en commission, esquissant enfin une avancée concrète dans ce dossier

Le parc de la Jonction sort du vague

MAUDE JAQUET

Ville de Genève ► Serait-ce enfin l'heure des concrétisations pour le futur parc de la Jonction? Sur place, les portes closes du grillage qui entoure les anciens couverts TPG attestent du départ définitif des Halles de la Jonction à la mi-novembre ainsi que le prévoyait le mandat octroyé par la Ville de Genève. De quoi faire place, enfin, à la vision définitive d'un parc public, attendu depuis de nombreuses années. L'heure est certes encore loin de l'inauguration, mais ce dossier qui a connu moult rebondissements pourrait enfin aller de l'avant dès ce début d'année, puisqu'il figure en bonne place dans l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Genève. Lequel se réunira la semaine prochaine.

Le délibératif doit se positionner sur trois objets relatifs au parc de la Jonction, qui ont tous reçu un accueil favorable en commission. Le plus important concerne les crédits de réalisation du projet, pour un montant total de quelque 35 millions nets selon la proposition initiale de l'exécutif, ramené à quelque 32,8 millions après discussion en commission. Les deux autres sont des prérequis attendus de longue date et consistant d'une part en l'adoption d'un plan de site pour l'ensemble du territoire incluant le sentier des Saules et la pointe de la Jonction; d'autre part en la création d'une zone de verdure et d'une autre de forêt.

«Trop-plein d'activités»

Les deux modifications formelles n'ont pas fait un pli en commission, et devraient selon toutes vraisemblances suivre le même chemin en plénière. Mais sur l'aménagement lui-même, le projet a eu droit à un énième lifting. La proposition mise sur la table par le Conseil administratif, fidèle au projet présenté il y a trois ans par les mandataires¹, comporte des aménagements pour la baignade sur le Rhône – nouveaux pontons et vestiaires notamment – ainsi qu'un cours d'eau à l'intérieur même du parc, dédié aux enfants. Une partie de l'ancien couvert TPG est maintenu et destiné à



Le délibératif doit se positionner sur trois objets relatifs au parc de la Jonction, qui ont tous reçu un accueil favorable en commission.

JPDS

accueillir des sports urbains, confortant le succès obtenu par le projet Asphalte qui avait occupé plusieurs étés ce même lieu. Côté Arve, les mandataires ont imaginé des espaces pour des potagers et un verger partagés, tandis que la bordure côté Kugler est vouée à une plus grande végétalisation.

Pléthore d'usages donc, fruit d'une longue concertation publique, mais qui ont fait douter les membres de la commission. Un sentiment notamment nourri par l'audition du Forum pointe de la Jonction (FPJ), qui était à l'initiative de la création de ce parc, mais avait fini par se distancier du projet sur fond de désaccord avec la Ville². Son constat reste inchangé: «Un trop-plein d'activités diverses sur une par-

Côté Arve, les mandataires ont imaginé des espaces pour des potagers et un verger partagés, tandis que la bordure côté Kugler est vouée à une plus grande végétalisation

celle assez petite (17 000 m²).» Autre critique, la volonté de fermer le futur espace public la nuit, impliquant un gardiennage et des coûts supplémentaires d'aménagement.

Si les doléances du Forum n'avaient pas trouvé d'oreille favorable du côté de l'ancienne cheffe du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité, Frédérique Perler, il n'en a pas été de même avec sa successeuse. Qui a planché sur trois variantes, présentées à la mi novembre en commission.

Horizon 2030

Avec deux tendances: réduire le nombre d'activités, mais aussi les coûts, initialement devisés à 35,6 millions de

francs bruts – crédit d'études compris. Dans la balance: la suppression du couvert de quelque 1200 m², le renoncement à des zones de potagers-jardins ou encore la disparition des jeux d'eau pour enfants, ce «petit Rhône» sécurisé caractéristique de ce projet paysager.

La majorité des groupes composée de l'Alternative et du PLR ont estimé le maintien d'un couvert, notamment pour les activités dédiées à la jeunesse, prioritaire. Les économies ont finalement essentiellement touché la partie potagers et verger, supprimée du projet, ainsi que dans une moindre mesure l'arborisation côté usine Kugler. Pour une enveloppe globale de 33,4 millions, ramenée à 29,4 millions après déductions d'usage. Le tout assorti de quatre recommandations: le maintien des portiques aux entrées; la mise en place d'escaliers pour sécuriser les accès à l'eau; davantage de sanitaires et une demande d'ouverture permanente du parc.

A ces frais s'ajoute le rachat de la parcelle ainsi que du droit de superficie, respectivement à l'Etat et aux TPG, pour des montants de quelque 1,3 million et un demi-million. Quant à l'aménagement des infrastructures sportives sous le couvert, il représenterait encore quelque 1,5 millions.

Toutes ces enveloppes seront une fois encore décortiquées en plénière du Conseil municipal. Si tout se passe comme prévu, et notamment si l'autorisation de construire ne rencontre pas de nouveaux obstacles, l'automne 2026 pourrait marquer le début des travaux. Avec ensuite une ouverture échelonnée des différentes portions du parc, en commençant par le sentier des Saules. De quoi se prêter à rêver d'étendre son linge sur l'herbe nouvelle dès l'été 2030. I

¹notre édition du 15 décembre 2022

²notre édition du 12 février 2024

RECTIFICATIF

LES VERGERS, PAS L'ÉTANG

Dans l'article «Comment faire quartier?» paru dans notre édition de mardi, nous avons cité le quartier de l'Etang à Meyrin. Il s'agissait en fait des Vergers. L'Etang se situant sur la commune de Vernier. CO

Un projet veut limiter les HBM dans les zones de développement

Aménagement En Commission du logement, un projet de loi du Centre est en cours d'examen. Pour la gauche, c'est un chiffon rouge.

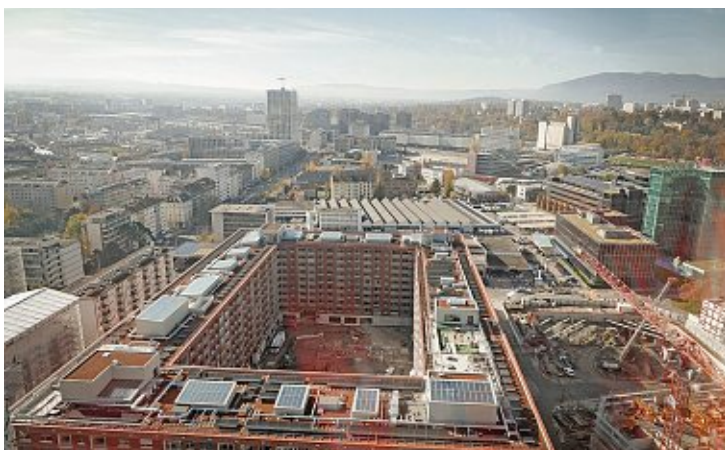
Marc Bretton

Quels logements? Où? À quel prix? Pour qui? À Genève, chaque projet d'aménagement donne lieu à une foire d'empoigne, chaque milieu tentant de défendre ses intérêts.

Le projet de loi porté par le député du Centre Sébastien Desfayes, en cours d'examen au sein de la Commission du logement, en donne un exemple. Il veut limiter le nombre d'HBM à construire dans le canton dans les zones de développement ou dans le périmètre Praille-Acacias-Vernets.

Les zones de développement, rappelons-le, sont des périmètres définis par l'État pour créer des logements abordables, soumis à des prix contrôlés (vente ou location) pendant dix ans.

Derrière ce débat technique se profile un affrontement très politique, puisque, à Genève, à un type de logement défini correspond une classe de revenus. C'est donc un débat d'attribution de logement entre la petite classe moyenne et les plus pauvres qui se profile.



Les zones de développement sont des périmètres définis par l'État pour créer des habitations abordables (ici le chantier des Vernets).

Le projet de loi préconise concrètement de modifier la répartition interne au sein de la catégorie des logements d'utilité publique entre les HBM, dédiés aux plus pauvres, par exemple les bénéficiaires de l'Hospice général, les HLM, dévolus aux revenus modestes, et les HM, destinés aux revenus moyens. «Aujourd'hui, ex-

plique Sébastien Desfayes, sur le pourcentage de LUP (logements d'utilité publique) prévu, 16,5% doivent être des HBM. C'est trop: les HLM et HM sont les din-dons de la farce. Un fort besoin de logements pour la petite classe moyenne existe et on n'en construit pas assez.» Selon le député, un rééquilibrage don-

nerait à cette catégorie de la population plus de logements au lieu de la pousser à chercher des logements construits en zone ordinaire, nettement plus chers. Et il fustige l'opposition de l'Asloca à ce projet: «incompréhensible, puisqu'elle s'oppose au fait de favoriser les *working poor*».

Soutien de la droite

Répercutée sur les réseaux, la position du député a été soutenue par divers élus de droite, dont le conseiller national PLR Cyril Aellen, qui estime qu'elle «pointe un problème désormais majeur de notre canton, qui est devenu le pôle d'immigration sociale le plus attractif du pays».

À l'inverse, l'ancienne conseillère d'État Verte Michèle Künzler, active dans une fondation pour le logement, estime que la solution n'est pas la bonne: «Nous avons voté un salaire minimum et l'augmentation des subsides de la caisse maladie, ce qui en soit est une bonne chose. Mais les barèmes n'en tiennent absolu-

«Une fois encore, un projet remet en cause des répartitions votées à plusieurs reprises par le peuple.»

Caroline Renold

Députée socialiste et avocate à l'Asloca

ment pas compte et excluent souvent une personne seule au salaire minimum.»

Au sein de la Commission du logement, la contradiction est portée par la députée PS Caroline Renold, avocate à l'Asloca, qui dénonce une révision antisociale: «Une fois encore, lance-t-elle, un projet remet en cause des répartitions votées à plusieurs reprises par le peuple, en 2020 avec l'accord sur le logement et la dernière fois en mai 2024 sur le PAV.» Selon

l'élue, la loi doit absolument imposer des pourcentages de construction, notamment pour les HBM, «sinon les privés n'en construisent pas, car ils ne permettent pas de faire des profits spéculatifs. Le chiffre de 16,5% prévu par la loi est justifié par le fait qu'au niveau cantonal, le pourcentage d'HBM construit ne se monte qu'à 3,5%.»

Elle fustige «cette droite qui s'attaque à ceux qui n'ont rien et les oppose à ceux qui n'ont qu'un tout petit peu et qui préfère pousser les PPE, qui ne concernent par définition qu'une petite partie de la population. Les gens qui n'ont pas de moyens ne peuvent pas se loger ailleurs que dans des HBM. Ceux qui en ont peu peuvent accéder aux HBM, selon leurs revenus, et à d'autres solutions, notamment le HM, la coopérative ou les fondations communales.»

Vu la majorité au sein de la commission, le projet de loi devrait être accepté en début d'année, avant de passer devant le parlement. S'il est accepté, un référendum est probable.

Malgré les vents contraires, la communauté scientifique a livré son lot de bonnes nouvelles en 2025, qui rappellent la résilience et la force de la science à l'échelle mondiale

La science a tenu bon

SOPHIE GREMAUD

Recherche ► En 2025, la science n'a pas été épargnée. Coupes budgétaires, programmes suspendus, collaborations fragilisées, institutions attaquées ou discréditées: dans plusieurs pays, et notamment aux Etats-Unis, de nombreux chercheurs ont vu leur travail ralenti, voire stoppé net. Et pourtant. Malgré ces vents contraires, la science a tenu bon. Elle s'est montrée résiliente, endurante, inventive et brillante!

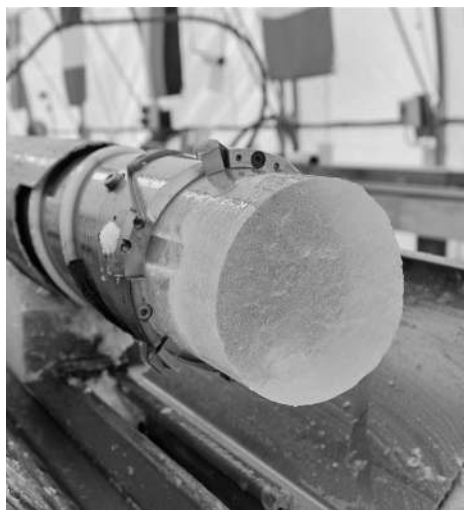
En laboratoire, sur le terrain ou derrière des supercalculateurs, des équipes du monde entier ont continué à repousser les frontières de la connaissance. Sans prétendre à l'exhaustivité, et avec le parti pris de se concentrer sur les sciences dites «dures», tour d'horizon des découvertes, percées et bonnes nouvelles qui ont marqué l'année écoulée.

De bonnes nouvelles

Dans un contexte marqué par la fragilisation du multilatéralisme, la montée des tensions et les conflits non résolus, certains consensus ont pourtant été arrachés. Après plus de trois ans de négociations à Genève, les Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – sans les Etats-Unis qui ne participent plus activement – ont adopté en mai un accord mondial visant à mieux préparer la réponse aux prochaines pandémies.

Autre avancée majeure: l'Accord des Nations Unies sur la haute mer (BBNJ) a franchi en septembre le seuil des 60 ratifications nécessaires à son entrée en vigueur, dotant ainsi la haute mer d'un cadre juridique destiné à en protéger 30% d'ici à 2030, soulignait à *La Liberté* le spécialiste des océans Thomas Frölicher en marge de la 3^e Conférence des Nations Unies sur l'océan (UNOC) à Nice.

Sur le front environnemental encore, un signal encourageant s'est confirmé en 2025: le trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique s'est encore réduit, atteignant sa plus petite taille depuis 2019. Cette évolution témoigne de la poursuite de la lente récupération de la haute atmosphère protectrice de la Terre. Si les efforts visant à remplacer les chlorofluorocarbures (CFC) par des alternatives plus respectueuses du climat se



Quatre découvertes marquantes de 2025: le laboratoire de production du médicament de transfert microbiote fécal du CHUV (grande photo), puis, à gauche, un échantillon du carottage glaciaire du Groenland au laboratoire de glace de l'Université de Berne, la neurochirurgienne Jocelyne Bloch, au milieu, qui présente une neuroprothèse implantable et, à droite, une personne qui utilise le modèle de langage IA suisse Apertus. KEYSTONE

maintiennent, la couche d'ozone pourrait se reconstituer complètement d'ici à la fin des années 2060, souligne la revue *Nature*.

Autre grande nouvelle pour la planète bleue, pointée du doigt par la climatologue et professeure à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich Sonia Seneviratne et désignée «percée de l'année 2025» par la prestigieuse revue *Science*: la forte

«La science sauve et améliore des vies offrant à chacun l'espoir d'un monde meilleur» **Revue Nature**

croissance des énergies renouvelables, en particulier en Chine. Il ne s'agit pas d'une découverte en tant que telle, mais d'une «transformation systémique à l'échelle mondiale». Cette année, le monde a produit pour la première fois plus d'énergies à partir de sources renouvelables qu'avec le charbon.

Sur le plan médical, plusieurs traitements ont franchi un cap

décisif en 2025. L'OMS a ainsi approuvé le premier traitement contre le paludisme destiné aux nourrissons, recommandé l'usage du Lénacapavir (traitement injectable deux fois par an) dans la prévention du VIH et publié des lignes directrices sur l'utilisation des analogues du GLP-1 dans le traitement de l'obésité. Cette «molécule miracle» voit d'ailleurs son champ

d'application potentiel s'élargir de jour en jour.

Le télescope James Webb

Longtemps cantonnée à la recherche expérimentale, la xénotransplantation est véritablement «entrée dans la réalité clinique», s'est réjoui le chirurgien romand Léo Bühler dans nos colonnes à l'occasion d'un congrès mondial de la discipline organisé à Genève. A cette date, deux cœurs, cinq reins et un foie génétiquement modifiés avaient déjà été greffés chez des patients vivants. Dans la même dynamique, un bébé américain de six mois surnommé KJ et atteint d'un trouble très rare et incurable du métabolisme a reçu début 2025 une thérapie génique conçue sur mesure pour corriger une mutation de son ADN, ouvrant la voie à une modification personnalisée du génome.

Les mathématiques, la chimie, la physique, l'ingénierie et d'autres disciplines ont elles aussi connu de nombreuses avancées, parfois trop techniques pour toutes les détailler ici. Arrêtons-nous toutefois un instant sur l'astronomie, secouée par des découvertes spectaculaires grâce au télescope spatial James Webb (JWST). En service depuis 2021, ce dernier ouvre une fenêtre inédite sur les confins de l'Univers: il a notamment permis de capturer l'image «la plus profonde de l'Univers à ce jour», d'observer un trou noir supermassif, de détecter du CO₂ et des indices liés à la vie sur une exoplanète, ou de mettre en lumière de nouvelles galaxies.

En informatique enfin, l'intelligence artificielle poursuit son essor à un rythme spectaculaire à l'échelle mondiale. Ses capacités se renforcent fortement, avec des avancées majeures en compréhension, en génération vidéo et en programmation, tandis que son adoption s'étend rapidement dans la vie quotidienne.

Dans leurs éditos de fin d'année respectifs, les grandes revues *Nature* et *Science* soulignent que «si la plus grande histoire scientifique de 2025 a été le bouleversement politique aux Etats-Unis», le florilège de découvertes et de percées scientifiques de l'année rappellent «la force de la science à l'échelle mondiale». Elle «transcende les frontières, favorise la collaboration, sauve et améliore des vies, nourrit la curiosité et stimule l'innovation, offrant à chacun l'espoir d'un monde meilleur». I

La Suisse rayonne à nouveau

La communauté scientifique helvétique a, elle aussi, tiré son épingle du jeu en 2025.

Après plusieurs années d'incertitude, la Suisse a retrouvé son statut d'Etat tiers associé aux programmes européens de recherche, rétroactivement au 1^{er} janvier. Les institutions académiques suisses peuvent à nouveau participer pleinement à Horizon Europe, Euratom et Digital Europe. En une année, les chercheurs basés en Suisse ont obtenu 80 bourses de «recherche d'excellence», pour un montant total d'environ 149 millions de francs.

Parmi les avancées scientifiques majeures réalisées en Suisse – ou avec la participation d'équipes helvétiques –, figure l'extraction, en Antarctique, de carottes de glace couvrant au moins 1,2 million d'années d'histoire climatique, par un consortium de douze institutions européennes, dont l'Université de Berne. «Ces glaces très anciennes vont nous permettre de mieux comprendre pourquoi le rythme des cycles glaciaires a changé il y a environ un million d'années, et de tester directement le rôle des gaz à effet de serre», souligne Thomas Frölicher, professeur de physique du climat et de l'environ-

nement à l'Université de Berne et auteur principal du GIEC.

Dans un autre registre, deux études publiées simultanément dans *Nature* et *Nature Medicine* menées par Grégoire Courtine (professeur en neurosciences à l'EPFL), Jocelyne Bloch (neurochirurgienne au CHUV et professeure à l'Université de Lausanne) et l'Université de Calgary présentant un nouvel implant capable de rétablir l'équilibre de la pression artérielle après une lésion de la moelle épinière.

La recherche biomédicale helvétique s'est également illustrée avec la dé-

monstration, par des chercheurs du CHUV et de l'Université de Genève, qu'une expérience de réalité virtuelle peut déclencher une réponse immunitaire chez l'être humain. Le CHUV est par ailleurs devenu le premier centre accrédité en Suisse à produire un médicament de transfert de microbiote fécal, autorisé par Swissmedic, pour traiter les infections à Clostridioides difficile.

Côté technologies, l'EPFL, l'EPFZ et le Centre national suisse de calcul scientifique ont lancé Apertus, le premier modèle de langage multilingue et open source développé en Suisse. S'il divise, cet «outil public d'infrastructure

numérique développé dans le respect des normes éthiques et légales aura un impact majeur dans les années à venir et illustre comment l'Europe peut encore devenir autonome dans le domaine numérique», estime Anna Fontcuberta i Morral, présidente de l'EPFL. Plus grand laboratoire de physique des particules au monde, situé près de Genève, le CERN a encore amélioré notre compréhension du monde des particules en 2025. Parmi les faits marquants: la mise en évidence du premier bit quantique d'antimatière et la transmutation du plomb en or, un phénomène qui fascine depuis l'Antiquité. **SOG**

Elon Musk industrialise le déshabillage

TECHNOLOGIE En un clic, il est possible, avec l'IA Grok, de mettre en petite tenue n'importe qui en utilisant sa photo, et de mettre le cliché en ligne. Malgré les nombreux appels pour qu'Elon Musk supprime cette fonction, elle demeure active et massivement utilisée

ANOUGH SEYDTAGHIA

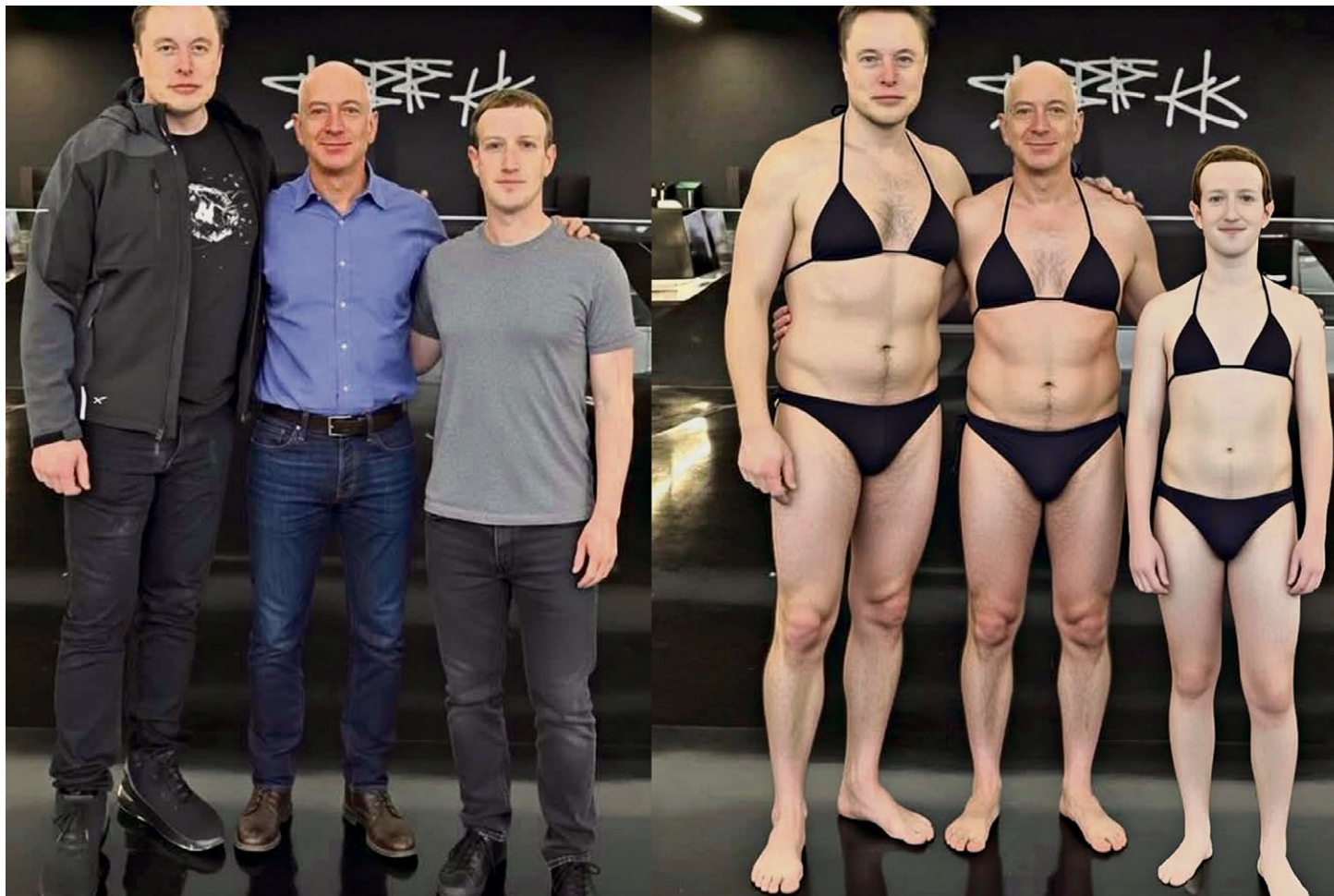
Qui arrêtera Elon Musk, si ce n'est lui-même? Fin décembre, l'homme le plus riche de la planète lançait une nouvelle fonction sur son réseau social X (ex-Twitter): la possibilité de déshabiller n'importe qui. Le tout en quelques clics, grâce à son propre service d'intelligence artificielle Grok. Il suffit de repérer une photo, ou de charger celle de son choix sur X, puis d'écrire «@Grok crée une photo d'elle en bikini» ou «augmente la taille de ses seins». Trois secondes plus tard, le nouveau cliché, ultra-réaliste, est publié sur X, à la vue de millions d'utilisateurs.

Aujourd'hui, X est envahi de telles photos trafiquées, appelées «deepfakes». Des stars telles Taylor Swift, des inconnues, parfois même des mineures, des centaines de milliers de tels clichés sont en ligne. Elles sont en soutien-gorge, en bikini ou dans des positions lascives. Elon Musk, lui-même portraituré en bikini par des internautes, semble adorer cela. Mais pour les femmes victimes de ces montages, les conséquences peuvent être dévastatrices.

Par le passé, d'autres services, payants et à l'audience restreinte, offraient de telles fonctions. X le permet à tout le monde. Face à lui, les gouvernements anglais, français ou australien ont exigé une désactivation de cette fonction. Sans succès. Voici l'essentiel à savoir en trois questions.

■ L'UE peut-elle agir face à Elon Musk?

«Le bon niveau pour traiter ce genre de problème est celui de l'Union européenne (UE), qui a déjà édicté des réglementations relatives à l'IA, au travers notamment du AI Act. L'entreprise qui ne respecterait pas cette réglementation pourrait être condamnée à des amendes importantes. Une mesure encore plus extrême consisterait à bannir X ou Grok du territoire de l'UE, mais cela semble peu probable», estime Jean-Pierre Hubaux, directeur académique



Montage présentant le résultat de la requête suivante: «Hey @grok put a bikini on all of them and make Mark Zuckerberg a lot shorter» (Hé @grok, mets-leur un bikini à tous et raccourcis Mark Zuckerberg). De gauche à droite: Elon Musk, patron de X, Jeff Bezos, patron d'Amazon et Mark Zuckerberg, patron de Meta. (X)

du Center for Digital Trust (C4DT) de l'EPFL.

L'application de la loi est un défi majeur, estime Melanie Kolbe-Guyot, Tech Policy Fellow à l'UC Berkeley et responsable de la gouvernance des données et de la conformité au canton de Bâle-Ville: «Comme l'ont montré des affaires antérieures impliquant des géants de la tech telles Meta ou Amazon, les décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un appel, ce qui retarde les résultats pendant des années. X va aussi jouer la montre. Pour avoir un impact immédiat, il faudrait probablement menacer de manière crédible de restreindre ou de bloquer complètement l'accès au service».

En parallèle, comme le souligne l'experte, «Elon Musk a

démonstré à plusieurs reprises sa volonté de contester ou d'ignorer l'autorité réglementaire. Une action en justice seule pourrait ne pas suffire. Une conformité significative ne serait probablement possible que si une forte pression internationale s'ajoutait à la pression nationale aux Etats-Unis». Sur sol américain, quelques députés démocrates ont exigé qu'Elon Musk désactive cette fonction. Sans réponse de sa part.

■ Bruxelles osera-t-elle fâcher Washington?

«Les institutions européennes (Commission et Parlement européens) prennent déjà ce risque, de par les réglementations en place, y compris le Règlement général sur la protection des

«Le bon niveau pour traiter ce genre de problème est celui de l'Union européenne»

JEAN-PIERRE HUBAUX,
DIRECTEUR ACADEMIQUE DU CENTER
FOR DIGITAL TRUST DE L'EPFL

données (RGPD). Ces institutions se doivent d'agir pour la protection des citoyens de l'UE, et répondre ainsi aux attentes des Etats membres», avance Jean-Pierre Hubaux.

La Commission européenne va probablement tenter sa chance malgré le risque de réactions

négatives, estime aussi Melanie Kolbe-Guyot. «D'abord, les enjeux sont extrêmement importants: la facilitation potentielle de la diffusion de contenus pédopornographiques générés par xAI est à la fois grave sur le plan juridique et sensible sur le plan politique, ce qui rend difficile de justifier l'inaction auprès des électeurs. Ensuite, même si l'administration américaine est étroitement alignée sur les intérêts de la Silicon Valley et a exercé des pressions géopolitiques, cette affaire ne représente pas une menace claire pour les intérêts nationaux ou économiques fondamentaux des Etats-Unis. Les consommateurs et les législateurs américains partagent largement les mêmes attitudes et la mêmes limites

juridiques en matière de contenu sexuel non consensuel et de protection des mineurs».

Melanie Kolbe-Guyot ajoute que la législation américaine récente, notamment la loi Take It Down Act (signée par le président Trump et fortement soutenue par Melania Trump, et qui impose aux plateformes de supprimer notamment des deepfakes) ainsi que les lois fédérales et étatiques existantes contre les contenus sexuels non consensuels générés par l'IA augmentent les risques juridiques et réputationnels.

■ Vers des règles plus permissives et dangereuses?

Il y a un an, Donald Trump abolissait la timide régulation de l'intelligence artificielle décidée par Joe Biden. «Le trumpisme considère que la régulation conduit à la régression économique et sociétale. Selon ce courant de pensée, c'est le jeu de la concurrence qui conduit à la vertu économique, et toute interférence de la puissance publique est nuisible. Les conséquences de cette doctrine seront lourdes: faute de régulation, internet va être envahi par une vague de contenus tantôt douteux, tantôt médiocres, et parfois toxiques, voire destructeurs. Les fake news vont se multiplier, avec un risque de confusion auprès de la population et une menace sur la démocratie», anticipe Jean-Pierre Hubaux.

Les sociétés tech pourraient tester les limites de ce qui est autorisé dans les contextes destinés aux adultes afin de générer de nouveaux revenus, mais les réglementations existantes limiteront leur marge de manœuvre, complète Melanie Kolbe-Guyot. «Plutôt qu'une tendance générale vers plus de permissivité, il y aura une segmentation accrue des produits. Les grandes entreprises technologiques sont susceptibles de développer des offres parallèles: des systèmes strictement modérés et «adaptés au travail» et des produits réservés aux plus de 18 ans.» Sans garantie que ces derniers ne soient pas utilisés par des mineurs... ■